



# Sève qui peut

Des millions d'arbres à planter, le maratonc wallon



**Trois milliards d'arbres en plus: c'est la promesse de l'Union européenne d'ici 2030. Pour le climat. Pour la biodiversité. Pour survivre. Son planteur principal, le champion de l'arbre? La Belgique. Et surtout la Wallonie, via Yes We Plant, programme semé en début de législature. Les printemps passent, la résilience pousse, se réjouit-on, ce qui n'est pas faux. Ce n'est pas non plus tout à fait vrai.**

ENQUÊTE  
CHLOÉ  
GLAD  
PHOTOS  
SÉBASTIEN  
VAN  
MALLEGHEM

**L**es médias sont arrivés d'abord. Puis cinq voitures, d'où sortaient par grappes des politiques. « *What the hell* », se rappelle avoir pensé Karlien Verhaeghe, tandis que des inconnus se serraient poliment la main dans son jardin, à Hoeilaart. Il était près de dix heures. Ce beau monde a ensuite traversé la route, à pied, caméras et tout le tintouin dans la boue, pour arriver jusqu'à une modeste forêt, replantée quelques années plus tôt. « *Pour le cancer, non ?* » demande Karlien à Grzegorz Gajowniczek, son compagnon. Un petit chêne y attendait Frans Timmermans, alors vice-président de la Commission européenne et pilote du Pacte vert. La ministre flamande de l'Environnement, Zuhair Demir (N-VA), aura un cerisier.

Demi-tour, *splosh splosh*, route, jardin, et là, ça devient sérieux. « *On sentait que les arbres étaient un sujet brûlant* », se souvient Grzegorz. Il aide Zuhair

Demir avec son cerisier, on met un bouleau par ici, un hêtre là-bas, *smile*, clic, *selfie*. Vers treize heures, tout le monde était parti. Il reste trois cents arbres de *l'évent* à planter. Le couple en rigole encore : « *On voulait juste quelques arbres gratuits pour le jardin.* » C'était en décembre 2021.

D'ici 2030, le Green Deal prévoit de planter non pas des centaines, mais des milliards d'arbres. Une armée végétale, face au monde qui vient, au monde qui brûle. Le carbone ? L'arbre l'absorbe. La crise de la biodiversité ? L'arbre l'endigüe. *The 3 Billion Trees Pledge*, « la Promesse des trois milliards d'arbres », c'est son nom, veut l'Europe en bottes, élus et patrons, petits et grands, main à la pelle, semez une graine, plantez un espoir. Un compteur en ligne chiffre l'effort collectif, pas vraiment en temps réel. Et en haut, tout en haut du classement, il y a la Belgique.

Un, deux, trois, quatre, cinq millions d'arbres.



128.479  
128.480  
128.481  
128.482  
128.483  
128.484  
128.485  
128.486  
128.487  
128.488  
128.489  
128.490  
128.491  
128.492  
128.493  
128.494

La majorité est en Wallonie, estampillée *Yes We Plant*. Mais si, rappelez-vous : en 2019, le gouvernement wallon déclarait vouloir planter des arbres, et surtout des haies, la nouvelle causant à la fois incrédulité et enthousiasme, nul ne sachant vraiment si la mesure était verte ou verdie. Cinq ans plus tard, il y a plus d'arbres plantés en Wallonie que dans la France entière, nous dit le *pledge* européen. Plus qu'en Tchèque, aussi. Et plus qu'en Espagne.

Où sont-ils, ces cinq millions d'arbres ? Quelques milliers sont à Ostende, entre le crématorium et l'A10. À Anhée, la haie à côté de l'école, ça en est aussi. Il y a ceux du parc Tour & Taxis, des jeunes, qui s'allongent vers le ciel et les grues. Vous pouvez en voir en bord de route, en bord de champ, chez Safran à Herstal et Technobel à Ciney, et bientôt, on en trouvera même avec des alpagas.

Pour le moment, on trépigne dans les hautes herbes, au fond d'un terrain privé. Qu'est-ce qu'on sue. Il est 9 h 20, c'est juillet, c'est l'été à Falisolle. Les propriétaires veulent planter de grandes lignes de haies d'ici le printemps : ils font de l'élevage, des alpagas donc, la forêt est juste à côté, il faut marquer la limite entre les deux. Des plantes mellifères, de préférence ; ils ont aussi des abeilles. Le coin est à l'ombre, tout semble sec : ça s'annonce compliqué.

Lucas Gossiaux, bioingénieur, sort un test pH, y

verse un peu de terre, obtient une bolognaise rouge vif. « *Sol fortement acide.* » Il s'en doutait, vu ce qui pousse. Il attrape un dossier, tourne des feuilles jusqu'à la page avec une grille dessus. Chaque espèce d'arbres (on dit « *chaque essence* » dans le milieu) a ses préférences, et ses limites : plus ou moins de soleil, d'humidité, d'acidité. Après examen du terrain, la grille aide à identifier les espèces les plus adaptées (les essences, rah). « *Un peu comme une recette de cuisine* », résume Lucas Gossiaux.

En demi-lune autour de lui, cinq collègues secouent la tête. Tous sont mandatés par la Région wallonne, des spécialistes des plantations pour aider les amateurs enthousiastes que nous sommes à être, avant tout, des planteurs efficaces. Un thuya ici ? Préférez l'aubépine, Madame. Des érables sycomores ? Toxiques pour vos chevaux, Monsieur. Le nom de ces conseillers ? Les conseil haies. La semaine suivante, l'un d'eux quadrillera Marchen-Famenne à vélo. « *J'ai pas le permis* », il s'excuse, se reprend aussitôt : c'est aussi pour voir si on peut vivre sans. Une autre, espiègle : « *Donc maintenant, on doit déterminer si le terrain est "sec" ou "plutôt sec", c'est ça ?* »

Au début, les conseil haies traitaient deux, trois requêtes par jour. Mais depuis cet été, les demandes « *pleuvent pleuvent pleuvent* », dit Valérie Charles,

conseillère auprès des citoyens. Même si certains veulent surtout planter pour ne plus voir leur voisin, elle trouve qu'en général, les gens « *le font pour la biodiversité* ». On l'appelle avec un projet précis en tête, ou pas du tout. Alors, elle déroule le mode d'emploi pour une plantation *nature-friendly*: pas d'essences exotiques, ne pas tailler entre avril et juillet, un minimum de trois essences différentes pour les haies... Un monsieur s'en est ému au bout du fil: « *Trois? Mais c'est moche.* »

Quelques appels ont aussi démarrés sur des pleurs (une haie coupée par erreur) et des reproches (les pesticides du voisin sur une autre). Le guichet citoyen se transforme parfois en bureau des plaintes, mais qu'importe, la mayonnaise prend, l'info tourne dans les quartiers: la Wallonie donne des sous pour planter.

Le programme *Yes We Plant* s'amorce en 2019, en début de législature. Les plantations étaient déjà encouragées avant, certes, mais avec un succès relatif. « *Les législatures précédentes, on avait planté 110 km de haies en trois ans* », avance William Ortmans, attaché qualifié au SPW et l'un des coordinateurs de *Yes We Plant*. Cette fois, la ministre wallonne de l'Environnement, Céline Tellier (Ecolo), compte bien passer à la vitesse supérieure. Objectif: « *4000 km de haies et/ou un million d'arbres* » d'ici 2024 (objectif aujourd'hui « largement atteint », se réjouit le cabinet). Les plants sont soit distribués gratuitement, soit subventionnés. Les montants passent de trois à cinq euros pour un

mètre de haie, de quatre à six par arbre. Enveloppe prévue: dix millions.

Il y a eu quelques couacs en route, c'est sûr: les pépiniéristes, par exemple, ont fait les gros yeux devant les annonces du gouvernement. « *Ils ont prévu les programmes, mais pas les graines* », se souvient l'un d'eux. Les arbres étaient *out of stock*. Depuis, des contrats ont été signés, les pépinières livrent chaque automne des centaines de milliers de plants. William Ortmans: « *C'est vraiment un changement de paradigme.* » Le but? « *La biodiversité, évidemment.* »

L'Europe finit par avoir vent des ambitieuses plantations wallonnes. La représentation de la Commission européenne en Belgique prend contact avec la Région: ils trouvent ça formidable, ça leur dirait de participer à leur campagne à eux? *Three Billion Trees* et *Yes We Plant* officialisent leur union le 8 décembre 2022, à Marche-les-Dames. Une cérémonie sobre, une attestation en papier cartonné (« *2 653 884 arbres* »), et quelques sueurs pour William Ortmans en amont.

C'est qu'il a fallu un peu triturer les données. L'UE et la Région ne comptent pas les arbres de la même façon. Le SPW a par exemple dû convertir ses kilomètres de haies en arbres, l'unité du *pledge*. Soustraire toutes les promesses, aussi: le compteur européen veut des arbres en terre, le wallon accepte ceux qui ne le sont pas encore. En juin 2023, les « promesses fermes » représentaient 23 % du million d'arbres au compteur. Et 55 % des haies.



Encore quelques-uns par ici...



Pierre Hermans, CEO de Sylva Nova, et un jeune pin de Corse

502.257

502.258  
502.259  
502.260  
502.261  
502.262  
502.263  
502.264  
502.265  
502.266  
502.267  
502.268

502.269

502.270

502.271

502.272

502.273

502.274

502.275

502.276

502.277

502.278

502.279

502.280

502.281

502.282

502.283

502.284

502.285

502.286

502.287

502.288

502.289

« *Nous pouvons déjà annoncer que le programme *Yes We Plant* est un succès* », déclarait la ministre Tellier à la même période.

« *Moi, ça m'énerve profondément.* » Grégory Mahy n'est pas là pour se faire des amis. Il fait de la recherche en écologie, il forme des ingénieurs à Gembloux Agro-Bio Tech, et il est survolté. Pour lui, le *pledge*, tout ça, « *c'est de la blague* ». Planter des arbres, ce n'est pas mauvais, ce n'est pas ce qu'il dit, hein, « *on a besoin d'arbres* ». Les haies en milieu agricole par exemple, c'est « *essentiel* ». *Yes We Plant* s'y attèle, d'ailleurs: la moitié des plants gratuits sont partis chez les agriculteurs la saison passée. Non, ce qui irrite Grégory Mahy, c'est l'indicateur. L'objectif comptable. Dix arbres par-ci, trois cents par-là, pour atteindre un chiffre « *qui ne représente rien* », « *même pas une demi-forêt* ». Et qui « *cache tout le reste* ».

« *On a dit 4000 km. Quatre mille. Donc on va peut-être en avoir deux mille dans les jardins. Où c'est bien aussi. Mais ces haies vont soutenir, en milieu urbain, une faune assez banale, généraliste... On n'a pas ciblé. On n'a pas mis les moyens pour avoir des ensembles bocagers structurants, qui font vraiment la différence*, regrette Grégory Mahy. *Le gros enjeu, à l'heure actuelle, c'est de construire des écosystèmes résilients, résistants à tous les changements climatiques. C'est ça, la priorité. Et on ne met pas les priorités.* » Avec le risque que des plants terminent « *là où c'est facile* », comme sur « *des friches industrielles, ou des zones de pelouses, qui sont déjà des milieux de très grand intérêt biologique* ».

« *Le problème, ce n'est pas de mettre un million d'arbres, tranche le scientifique. Le problème, c'est de gérer nos écosystèmes correctement.* » Il soupire presque: « *Le pire, dans ces histoires de plantations,*

*c'est qu'elles mènent à l'idée que l'arbre est la solution ultime. Que planter des arbres partout, c'est toujours bon. C'est faux.* »



*Yes We Plant*? Pierre Hermans voit ce que c'est, oui. Il n'y participe pas. Déjà, il travaille en forêt, or *Yes We Plant* concerne d'autres espaces, les « milieux ouverts », bref, pas lui. Et puis, il lui faut des surfaces. « *Sinon on se retrouve à faire du paysagisme. Mais c'est pas notre boulot.* »

Lui est expert forestier, CEO de Sylva Nova, « *deux millions d'arbres chaque année* » en Europe. Pourtant, il n'apparaît pas au compteur de *Three Billion Trees*. Depuis la belle vallée de la Julienne, entre Liège et Maastricht, Pierre Hermans travaille dans l'ombre.

Sylva Nova est en fait le bras technique de gros noms, Fondation Jane Goodall, ONU, et surtout Reforest'Action: « *Hors France, 80 % de leurs projets européens, c'est nous qui les faisons.* » L'entreprise française trouve les budgets, Sylva Nova les convertit en forêts, repère les terrains, gère les sous-traitants, surveille les plants pendant cinq ans. D'où vient l'argent? Banques. Grands groupes. Luxe, énergie, automobile. Au *pledge* européen, Reforest'Action enregistre 536 000 arbres.

Il sait ce qui se murmure dans son dos. « *Pierre Hermans est allé se vendre* ». C'est un « *opportuniste* », « *caution de l'industrie* ». Ça le fait sourire. « *Ils ont une activité qui est légale. Ils vendent des produits, que même les gens qui les critiquent utilisent. Moi, je suis pas censeur. Tant que la com autour est correcte, qu'il n'y a techniquement pas d'exagération, leurs motivations profondes, je m'en moque. Mon écosystème, il est restauré.* » Dans la vallée, classée Natura

2000, Engie « *a mis des billes* ». D'Ieteren, distributeur de Volkswagen et Porsche, aussi.

Le métier a changé. Dans les années 1990, Sylva Nova conseillait uniquement les propriétaires de forêts privées dans le but de produire du bois, le plus joli tronc possible pour les plus jolies planches possibles, que faire d'autre avec une forêt ? On ne parlait ni de biodiversité, ni de changement climatique, observe Pierre Hermans. On est passé d'un « *petit monde de forestiers qui vivaient entre eux* » à une forêt qui « *intéresse tout le monde, parce que tout le monde se rend compte qu'il y a un enjeu* ».

Pour autant, l'obsession de la compensation, une forêt juste pour le carbone, il s'en méfie. Sa spécialité à lui, c'est planter après les incendies, les tempêtes, les maladies. « *On valorise au maximum ce qui est encore sur place, il explique. C'est très rare qu'on parte d'un terrain nu. Mais c'est très rare qu'on puisse uniquement travailler avec la nature.* » Problème de timing : impossible de dire à l'entreprise, « *ne vous tracassez pas, dans quarante ans, on va vous donner des résultats*, blague-t-il. *Trois ans, pour de la RSE (responsabilité sociale des entreprises), c'est pas mal. Trois ans, on est déjà très contents.* »

le terme) un ancien terrain agricole avec l'aide d'employés Ernst & Young, multinationale d'origine britannique. Life Terra a réalisé deux autres projets en Belgique, en forêt cette fois. Puis plus rien. La fondation « *se déploie dans d'autres pays européens* », prioritaires donc, explique Life Terra dans un mail. « *Aussi, l'accès à la terre peut être difficile en Belgique* », ajoute-t-elle. Elle a tout de même réussi à trouver un site à Braine-le-Comte, et un autre à Bonlez, une parcelle bordée de champs, avec une grille à l'entrée d'où pendouille un petit panneau « *À vendre, bois de chauffage* ».

Ça ressemble à n'importe quelle forêt ; ce n'est pas le cas. Les arbres y sont espacés, plus que d'habitude. Il y a de la ronce, du bois mort. Et des cèdres de l'Atlas, inhabituels sous ces latitudes.

Bienvenue dans la forêt mosaïque, la « *forêt de demain* ». Un concept venu de France et adopté par la Société royale forestière de Belgique (SRFB), qui a travaillé avec Life Terra à Bonlez. Le principe : diversifier. Multiplier les techniques et les essences, pour préparer la forêt à l'incertain et l'inéluctable. Dans un coin, exploiter des arbres ; dans un autre, les laisser vieillir et abriter la faune, par exemple. Une idée intéressante, estime Marc Dufrene, écologue et chercheur à Gembloux Agro-Bio Tech. Mais pas aboutie.

Les logiques de production ne sont pas remises en question, regrette-t-il. « *Il n'y a pas eu de réflexion sur : qu'est-ce qu'on veut retirer réellement de la forêt ? Et est-ce qu'on y est nécessaire ?* » Il évoque un interventionnisme systématique, impatient, typique de nos époques, qui heurte parfois plus qu'il ne sert. Prenez le robinier, espoir forestier jadis, aujourd'hui invasif. Marc Dufrene suggère un pas de côté : laisser faire. Un arbre, « *ça pousse tout seul* », « *au moins 80 ans* » et jusqu'à 150, 700, 1000. Où placer le forestier là-dedans, lui qui « *éduque* » l'arbre et lui donne une valeur ? Et la filière bois, 72 000 emplois en Belgique ? Et le poêle à pellets du salon ?

Pendant qu'on parle, les arbres ont soif. Les arbres meurent. Sur des « *hectares et des hectares* », se désole Julie Losseau, chargée du projet Trees for Future à la SRFB. Devant l'hécatombe, elle teste la relève : les fameux cèdres à Bonlez, mais aussi des pins des Landes dans la sablonneuse Campine (qui poussent « *très bien* ») et vingt-deux autres essences venues du Sud, d'ailleurs, du sec. Pierre Hermans aussi revoit les *designs*, panache ses parcelles avec du pin de Corse. Marc Dufrene émet à nouveau des réserves (« *Il y a une bonne idée, mais ce sera dans 150 ans qu'on saura si ces espèces sont adaptées* »). Grégory Mahy aussi (« *Des espèces importées d'un climat donné ne se comportent pas de la même façon* »). C'est une impression, ou personne n'est jamais d'accord ?

On vise toujours tous la même chose, non ? Une Terre habitable ? Pour rappel, on a quand même un



2.467.432

2.467.433

2.467.434

2.467.435

2.467.436

2.467.437

2.467.438

2.467.439

2.467.440

2.467.441

2.467.442

2.467.443

2.467.444

2.467.445

2.467.446

2.467.447

## Pendant qu'on parle, les arbres ont soif. Les arbres meurent.



Personne n'est contre les arbres. Son capital sympathie est énorme. L'arbre est frais, l'arbre est *fun*, bien plus qu'une tourbière ou un marais. Pour éviter le *treewashing*, il est donc « *essentiel d'établir des normes claires* » afin de « *planter en plus d'autres actions, et non à la place* », met en garde la Commission dans un document consacré au *pledge*. Car dans cette course contre la montre climatique, le secteur privé veut et doit être impliqué, rappelle-t-elle. Pour « *mobiliser des fonds* », évidemment. Mais aussi, des surfaces. C'est que trois milliards d'arbres supplémentaires, ça prend de la place.

Deux millions d'hectares, environ deux tiers de Belgique. Ça n'inquiète pas la Commission. « *Certainement faisable* », écrit-elle : en plus de tous les sites naturels à restaurer, « *4,8 millions d'hectares pourraient devenir disponibles* » d'ici 2030. Ces nouveaux terrains, ce sont les terres agricoles abandonnées.

C'est ce qu'a fait Life Terra à Ostende. Qui ? Life Terra, contributeur du *pledge*, fondation néerlandaise bénéficiaire de fonds européens via le programme Life. En 2022, elle afforestait (c'est



puits de carbone à construire, cf. le Pacte vert, et il doit avaler 310 millions de tonnes éq. CO<sub>2</sub> en 2030. *Three Billion Trees* pourrait déjà en absorber quatre millions. Si la campagne aboutit : à ce jour, seulement 0,43 % de son objectif a été planté. Il reste six ans. En plus, le cerisier de Zuhal Demir est mort.

Niveau puits de carbone, il y a aussi plus efficace. Devant la restauration, l'afforestation et la reforestation (les trois dans le même sac, tout à fait), le GIEC liste deux options : la séquestration carbone dans l'agriculture, et surtout, la « *réduction de la conversion des écosystèmes naturels* », soit préserver en amont. Ou version Grégory Mahy : « *Pour régler le problème des haies, on interdit de les couper.* »

Absorber les émissions, c'est utile. Mais les réduire, c'est indispensable. Urgent. Prioritaire. On coupe le robinet, plutôt que d'éponger derrière. On n'y arrivera pas uniquement avec des châtaigniers, les copains, et c'est David Ho qui l'explique le mieux. Océanographe à l'université de Hawaï, il s'amuse à convertir les absorptions carbone (qu'on se représente mal) en unités de temps (qu'on comprend mieux). Capter X tonnes de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, c'est retrouver les niveaux carbone d'il y a Y minutes, en gros. Au rythme des émissions actuelles, trois milliards d'arbres permettraient chaque année

de remonter le temps d'environ seize heures et trente-trois minutes ; un million d'arbres, c'est vingt secondes. Une fois les arbres devenus adultes.

Reprenons. Si déjà on se lance dans un marathon, peut-on au moins emporter une boussole ? Ouf, la Commission a justement publié ses recommandations, en mars dernier. Règle numéro un : « *La perméabilité du sol, sa capacité de rétention hydrique, doivent être prises en compte.* » Une plantation mal pensée peut assoiffer faune et flore alentour, en gros. Bon à savoir. Numéro deux : planter sur des marécages, tourbières, roseaux, doit « *toujours être évité* ». Facile. Trois : mixer conifères et feuillus est plus favorable à « *une large variété d'espèces* », comparé à du 100 % conifère, du monospécifique. « *Mais cela va beaucoup dépendre des conditions du site.* » Ah ? « *Sur certains sites, les arbres poussent naturellement en forêt monospécifique.* » Euh ?

Brian MacSharry, à la rescousse. Il est le responsable du groupe Biodiversité de l'Agence européenne pour l'environnement, l'organe qui gère la partie suivie et *data* de *Three Billion Trees*. Il résume efficacement l'affaire (« *La biodiversité, c'est*



Nathalie Preud'homme a repris l'exploitation de son père à Grâce-Hollogne en 2021.

rassure: « C'est pourquoi nous comptons sur la déclaration sur l'honneur. »

Brian MacSharry évoque lui aussi le document (trois pages, annexes comprises) comme garant de l'intégrité des projets. Il apportera également cette nuance. Si un projet dépend en effet du planteur, il dépend surtout des priorités environnementales identifiées en amont, en local. « C'est là que vous avez d'intéressantes conversations sur ce qui est prioritaire, sourit MacSharry sous ses lunettes. La science est claire, je pense. Ensuite, ça devient politique. » Et il le répètera plusieurs fois: « There will be conflict. »



Une par une, du bout des doigts, Nathalie Preud'homme décroche les limaces de ses choux. Elle les place dans un seau, traverse le jardin, et les jette là, sur le compost. Dans quelques jours, les limaces reviendront. Alors, elle recommencera.

Nathalie Preud'homme n'est pas maraîchère à la base. Une formation comme agent de voyage, du secrétariat ensuite. L'agriculture, normalement, c'est son père. Lorsqu'elle reprend l'exploitation, en 2021, ses cheveux sont depuis longtemps tissés d'argent.

Très vite, elle « sacrifie » un demi-hectare: « Je voulais remettre un peu de biodiversité. » Son frère gère les champs, pois, orge, froment; elle s'occupera du potager et du verger, en agroécologie. Elle y installe des pommiers oubliés, un nichoir pour les chouettes. Ça n'a rien coûté: 2 472,77 euros avancés pour les plants, Yes We Plant en a reversé 3 150. Les haies autour du verger, aussi, sont là grâce aux subsides. De larges rangées de néfliers, de cassis, de cognassiers, des machins incroyables, touchirsutes, avec des tapis d'herbes folles aux pieds. Et des fleurs. « Les coquelicots sont revenus », souffle Nathalie Preud'homme.

Son père ne comprend pas toujours ce qu'elle fait. Pour les limaces, il a voulu aider: « Si tu veux, il y a encore de l'insecticide. » « Pas besoin, papa. » Elle, elle le comprend. Au champ pendant cinquante ans, il fait partie de la génération PAC, témoin et moteur du déploiement de l'agriculture intensive, « conditionnée, petit à petit ». « Tracteur plus gros, matériel plus gros. Tel produit, vous évitez les maladies. On arrive à de bons rendements, à de belles cultures. Pourquoi il faudrait faire marche arrière? »

À l'époque, les primes sur les arbres fruitiers existaient déjà. Pour les arracher. Cinq cents francs belges par souche, environ quarante euros. Aujourd'hui, pour un fruitier planté, Nathalie Preud'homme touche vingt-cinq euros.

Il reste une dernière plantation à visiter. Celle-là est riquiqui, très serrée, et c'est fait exprès: c'est une forêt Miyawaki, ces fameuses microplantations urbaines. Autant décriée qu'applaudie: naïve,

complexe), puis donne un exemple: « Certaines prairies ont beaucoup de fleurs, et sont importantes pour les pollinisateurs. Peut-être que ce n'est pas ce qu'il y avait là, huit ans plus tôt, mais c'est très important pour la biodiversité actuelle. Et on veut planter une forêt? Dans certains cas, la réponse est oui. Dans d'autres, c'est non. » Posé autrement, les bénéfices et les risques d'une plantation vont « largement dépendre de la méthode, du contexte du site, de la mise en œuvre et de l'échelle », dit le GIEC.

Là est le nœud. Comment trancher? Comment être certains que les budgets, les graines, les terres, ne seront pas gâchés dans des projets au mieux inefficaces, et au pire délétères? Comment l'Europe peut-elle s'assurer qu'ils servent bien les objectifs du Pacte vert? Réponse de la Commission: « La responsabilité repose principalement sur l'individu ou l'organisation ». Ce sont eux qui plantent, eux qui font remonter l'info jusqu'à Bruxelles. Il n'y aura pas de contrôle sur le terrain. La Commission



Nicolas de Brabandère, fondateur d'Urban Forests, qui utilise la méthode Miyawaki.

coûteuse, fanfaronne, accusent les critiques, irrités même par son nom. « J'appelle ça un bosquet? C'est un peu plat », soupire Nicolas de Brabandère, fondateur d'Urban Forests. Il plante de son côté, ou en duo avec l'entreprise SUGi, 50 000 arbres au compteur européen. Et il est las des polémiques. « Je pense que les gens sont capables de faire la différence entre une forêt, et une forêt Miyawaki. » Ce qu'il souhaite, lui, c'est recréer « un morceau de forêt primordiale ». Des « forêts à vivre », participatives, où les humains se réconcilieraient avec le sauvage. Où ils seraient, enfin, dans l'action. « Les chiffres sont nécessaires, mais ce n'est pas ça qui va faire bouger les choses. La preuve, ils sont catastrophiques. Et ça change quoi? » Il forme un rond avec ses doigts.

L'une de ces forêts est à Malines. Un projet financé par Vittel, entre une maison claire et un parc propre. Un joyeux bazar, un tricot de rameaux et de brindilles, tout pailleté d'insectes. J'y ai découvert des arbres que je n'avais jamais vus; que je

n'avais jamais pris le temps de voir. Le sorbier des oiseleurs, ça vous parle? Des feuilles sombres, pleines de dents. C'est joli. On l'oublierait presque: avant, il y avait un parking ici.

Puis je l'ai aperçu, lové sous une feuille de tilleul: un petit, tout petit espoir. Lentement, il s'est glissé contre moi, au creux du ventre, au coin des yeux. Une tendresse, épaisse comme la sève, qui n'éclôt qu'ici, dans la terre et le vent. « Ça fait du bien aux gens », avait dit Nicolas de Brabandère. « C'est réel. »

Les minutes s'égrenaient en silence; soudain, il fallait partir. J'ai attrapé mon vélo et rejoint la route principale, laissant derrière la minijungle qui agrandit le cœur. J'ai dévalé le bitume, à côté des voitures, et des voitures, et des voitures. Et tout a disparu. 🌿

Ce reportage a été réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.